

**La pandémie a eu des effets disproportionnés sur les femmes. Comment y remédier? En élisant un gouvernement qui accordera la priorité à l'équité socioéconomique hommes-femmes, d'un océan à l'autre. Les besoins des femmes doivent être à l'avant-plan d'une relance postpandémie qui ne laissera personne de côté.**

Des millions de Canadiennes et de Canadiens ont perdu leur emploi au début de la pandémie.

Plus durement touchées que les hommes, les femmes ont été plus nombreuses à se retrouver sans emploi et à éprouver des difficultés financières. Ces disparités ont été d'autant plus marquées parmi les femmes marginalisées, notamment les femmes, racialisées, noires, autochtones, lesbiennes, bisexuelles et transgenres, ainsi que les personnes non binaires et les femmes ayant un handicap.

Les femmes qui ont continué à travailler pendant la pandémie ont couru davantage de risques d'attraper le virus et de compromettre leur santé. Bon nombre d'entre elles sont racialisées ou nouvellement arrivées au pays. Elles forment une grande proportion de la main-d'œuvre qui se trouve au front de la crise sanitaire, que ce soit dans le domaine de la santé ou du service à la clientèle.

### Équité salariale

En Ontario, les femmes de 25 à 54 ans ont perdu deux fois plus souvent leur emploi que les hommes lors de la première vague de COVID-19 en mars 2020. Et à mesure que la province a graduellement mis fin au confinement, ce sont les hommes qui ont été plus nombreux à retourner au travail.

Cette situation a creusé davantage l'écart salarial au Canada.

À l'heure actuelle, une femme qui travaille à temps plein ne gagne que 89 cents pour chaque dollar gagné par un homme. Le fossé se creuse davantage parmi les femmes racialisées, noires, autochtones, âgées, ayant un handicap et/ou appartenant à la communauté LGBTQ2+. Comme elles gagnent généralement moins, elles risquent davantage de tomber dans la pauvreté si elles ont des enfants et se séparent, divorcent ou deviennent veuves. Étant moins en mesure d'épargner pour leur retraite, ces femmes sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté à mesure qu'elles vieillissent. En comparaison aux hommes du même âge, les femmes de 65 ans et plus risquent davantage de se retrouver avec un faible revenu à la retraite.

### Égalité sociale

La crise sanitaire a particulièrement secoué les femmes, tant au travail qu'à la maison.

Le télétravail s'est notamment avéré un terrain fertile pour le harcèlement sexuel.

En effet, environ 45 % des femmes ont déclaré avoir subi du harcèlement sexuel depuis qu'elles travaillent à distance. De plus, 23 % des femmes qui en avaient été victimes avant la pandémie ont indiqué que les incidents de harcèlement ont augmenté depuis qu'elles travaillent à domicile.

Des études montrent que la violence familiale a également connu une hausse en 2020. Le confinement, les mesures de distanciation et l'isolement ont fait en sorte que les victimes de violence familiale ont eu moins accès au soutien des amis et de la famille, aux services sociaux et aux soins de santé.

## Garde d'enfants

Comme les femmes gagnent en moyenne moins que les hommes, elles ont souvent été contraintes de quitter le marché du travail pour prendre soin des enfants lors de la fermeture d'écoles; un coup dur pour leur carrière et pour l'équité salariale.

Les femmes du secteur universitaire, dont bon nombre de membres de l'AFPC, n'ont pas été épargnées. Charge d'enseignement en ligne plus lourde et responsabilités familiales accrues ont mis en évidence et exacerbé les inégalités existantes. Résultat : moins de sécurité d'emploi dans un secteur déjà précaire.

## La voie à suivre

Dans le cadre de son plan de relance postpandémie, le gouvernement est en train de négocier des accords de financement avec plusieurs provinces en vue d'offrir aux parents plus de places abordables en garderie.

Cette mesure était attendue depuis longtemps. L'accès à des services de garde abordables améliore le bien-être des enfants, augmente la participation des femmes sur le marché du travail, favorise l'égalité entre les genres et contribue à la croissance économique.

Ce n'est pas une idée difficile à vendre. Un réseau universel de services de garde permettrait à 750 000 femmes de retourner au travail, ce qui stimulerait l'économie et contribuerait amplement à financer la mise en œuvre de ce programme.

Nous devons donc soutenir les partis qui continueront à établir et à financer un réseau de services de garde accessible et abordable.

Or, Erin O'Toole et les conservateurs veulent retourner en arrière. Ils veulent mettre fin au projet d'établir un réseau universel de services de garde et souhaitent plutôt offrir une simple déduction fiscale comme le proposait Stephen Harper.

Le plan des conservateurs ne règlera pas le problème de fonds, soit le manque criant de services de garde abordables et de qualité. Les conservateurs ne feront qu'augmenter le besoin de services de garde sans augmenter le nombre de places offertes.

Et on sait ce qui se passera par la suite : des millions de Canadiennes et de Canadiens n'auront toujours pas accès à des services de garde abordables.

## L'égalité pour tous et toutes!

Il nous faut un gouvernement qui continuera d'investir dans les services de garde, de travailler à aplanir les inégalités dont sont victimes les femmes et d'accorder la priorité à l'équité entre les genres d'un bout à l'autre du pays.

